

SAÂDANI ATTAQUE FRONTALEMENT LE DIRECTEUR DE CABINET DE BOUTEFLIKA : «Ouyahia n'est pas honnête avec le Président»

La guerre larvée entre Ammar Saâdani et Ahmed Ouyahia tourne à l'affrontement depuis hier mardi ! L'atypique secrétaire général du Front de libération nationale franchit même toutes les lignes rouges et commet un véritable « attentat », public, en s'en prenant, avec une rare violence, à son homologue du Rassemblement national démocratique et non moins ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République. Nommément, et en direct sur les ondes de la radio nationale Chaîne 1 !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)
- Dans un langage dépouillé de toute formule diplomatique, Saâdani se défoulera, pendant deux heures, sur le forum hebdomadaire de la radio nationale : « Ahmed Ouyahia n'est pas honnête avec Son Excellence le président de la République. Il a des idées derrière la tête. Il veut se présenter à la présidentielle de 2019 ».

Cette charge violente contre Ouyahia prend comme prétexte, le refus du RND, et de son patron donc, de prendre part à la rencontre « de l'Initiative du FLN » baptisée le « Rempart national » prévue aujourd'hui à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger. « S'il a choisi de ne pas prendre part à cette initiative qui soutient le programme du Président, cela veut dire qu'il est contre le Président », expliquera, le plus normalement du monde, Ammar Saâdani. L'agression ne s'arrêtera pas là. Pour Saâdani, « la décision de Ouyahia de ne pas rejoindre l'Initiative est individuelle. Elle ne concerne pas le RND dont la base va, elle, y participer ».

Du jamais vu dans l'histoire des relations, pourtant toujours mouvementées, entre les deux principaux partis du pouvoir.

Cette charge de Saâdani contre Ahmed Ouyahia, qui ressemble fort à celle qu'il avait précédemment réservée à l'ex-patron des services, le général de corps d'armée Mohamed Médiène dit Toufik, se veut aussi un véritable réquisitoire contre toute la carrière politique de l'actuel directeur de cabinet de la présidence. Pour Saâdani, c'est Ouyahia qui est la cause de tous les problèmes de l'Algérie auquel il attribue « la crise économique », les « cadres incarcérés », la défaillance du « système monétaire », de « la politique agricole obsolète », etc.

Et Abdelaziz Bouteflika dans tout cela ? A entendre Ammar Saâdani, on croirait que lui est dans l'opposition depuis 1999 ! Car qui, avec Ouyahia, partage tous les échecs, selon Ammar Saâdani ? Eh bien, il n'hésitera pas à lancer des noms ! Il commencera par l'actuel gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci. « Mohamed Laksaci est une catastrophe », lancera, tout bonnement, Ammar Saâdani sur les ondes de la radio nationale, relayée par les 48 radios régionales : « Notre monnaie nationale est contrôlée par la rue, c'est le square Port-Saïd qui

détermine la valeur du dinar et monsieur Laksaci est très content. » Pas seulement : « Nous avons 6 millions d'émigrés. Si chacun d'entre eux fait rentrer ne serait-ce que 1 000 euros, nous sortirons de la crise. Mais, non, monsieur Laksaci ne le veut pas ! »

Il enchaînera avec le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa : « Notre monnaie est dans la rue, et il vient nous parler de la Bourse d'Alger ! Quelle Bourse d'Alger ? La Corée du Nord est mieux que nous. Son ministère fonctionne encore sous le modèle des années 1960. Oui ! Je vous assure que les archives du ministère s'arrête aux années 1960 et lui, il vient nous casser les oreilles avec ses cours académiques. Monsieur connaît tout ! Il n'y a que lui qui connaît tout et il parle, il parle pendant que l'économie coule. »

Vint ensuite le tour du ministre de l'Agriculture : « Est-ce normal qu'un

pays grand comme l'Algérie, importe encore des oignons et de la pomme de terre ? Ce secteur est encore géré avec les lois et la mentalité de la révolution agraire ! On continue encore à gérer notre agriculture avec des lopins de 3 hectares par-ci par-là et un vieux tracteur. Est-ce cela la politique agricole ? Franchement, son excellence le Président est fatigué ! »

Ammar Saâdani aurait pu poursuivre, à loisir, d'autres cibles s'il n'était pas « perturbé » à chaque fois par les divers bulletins d'information de la radio qui « entrecoupaient » son passage à la radio.

N'empêche, il n'avait pas oublié de réserver quelques créneaux à son autre cible fétiche, l'opposition. « Quelle opposition ? » répondait-il avec un mépris mal caché à chaque fois. « C'est une opposition, ça ? Ils se réunissent dans un hôtel et ils ne savent même pas ce qu'ils veulent. » Avec son style inimitable, il tournera en dérision ses vis-à-vis : « Nous, on dit attention, le pays est menacé. »

Il faut nous mobiliser et dresser un rempart contre Daesh, etc. Et, pendant ce temps, quelqu'un nous sort des rangs de cette prétendue opposition pour dire quoi ? Bouteflika est malade, Bouteflika est fatigué et je ne sais quoi encore ! » Pour Ammar Saadani, « il était hors de



Photo : Samir Sid

Ammar Saâdani, SG du FLN.

question de laisser ces gens-là seuls sur la scène et demain (aujourd'hui mercredi Ndlr) on va en finir définitivement avec eux. Ce sera une véritable décantation et ils verront qu'ils ne pèsent rien dans la balance. »

Il fait allusion, ici, au congrès de l'opposition prévu aujourd'hui même mercredi à Zeralda, en même temps que la rencontre du FLN et de ses partisans à la Coupole : « Ils voulaient un hôtel et une autorisation de se réunir et ils les ont obtenus. Même la police sera là pour sécuri-

ser leur rencontre. Que veulent-ils de plus ? »

Saâdani répondra à sa propre question. « Tout ce qui les intéresse, c'est la présidentielle de 2019. Et vous verrez que, ce jour-là, ils vont s'entretuer. »

Saâdani, qui fait office de porte-parole officieux du pouvoir, donne, pour résumer un peu les choses, un aperçu de ce qui est prévu par le cercle présidentiel à court et à moyen terme...

A. K.

SAÂDANI L'A ANNONCÉ HIER

Bouteflika va donner un poste à Chakib Khelil

Chakib Khelil est manifestement appelé à occuper de nouveau un poste de responsabilité. La nouvelle n'est plus du domaine de la rumeur. C'est une information livrée hier par Ammar Saâdani dans un entretien accordé à TSA. Le SG du FLN, qui incarne aujourd'hui le rôle de véritable porte-parole des centres de décision, nous en apprend aussi un peu plus sur le retour, très controversé, de l'ancien ministre de l'Energie.

Abla Chérif - Alger (Le Soir)
- « Khelil peut revenir et renouer effectivement avec la gestion en tant que cadre de l'Etat et ce, quel que soit le poste que va lui accorder le président de la République. C'est son droit et celui de tous les cadres lésés », nous apprend donc Saâdani.

Le ton qu'il utilise ne souffre aucune équivoque pas plus qu'il ne laisse planer le doute en imputant directement la décision au chef de l'Etat qui « va », dit-il, accorder à l'ancien patron du ministère de l'Energie un poste de responsabilité qu'il préfère sans doute ne pas dévoiler pour l'instant.

On se souvient cependant l'insistance avec laquelle le même secrétaire général du FLN avait notamment évoqué la « souffrance » de la Sonatrach depuis le départ de Chakib Khelil, soutenant que ce dernier fait « partie des hommes qui doivent diriger cette société ». Cette déclaration a été faite peu de temps

après l'annonce du retour de Khelil qui peut, a-t-il ajouté, à nouveau « occuper un poste de ministre ou même plus ».

Toutes les hypothèses sont, dès lors, permises et la « réintégration » de l'homme accusé de corruption, de malversations... semble n'être qu'une question de temps.

Comme à son habitude, Saâdani a balayé d'un revers de la main toutes les accusations de l'ancien ministre affirmant que celui-ci n'avait pas été « condamné par la justice mais bien par des parties et des personnes qui avaient des intérêts politiques et personnels (...) » Il n'a aucune affaire en justice en Italie ni ailleurs. Ce sont des rumeurs, des affaires montées de toutes pièces.

Etranges déclarations faites de surcroît à l'heure où la justice milanaise en charge du dossier poursuit son travail. Il y a quelques mois encore, les juges italiens avaient même

affirmé détenir des preuves contre Chakib Khelil (des écoutes téléphoniques) dans l'affaire des pots-de-vin. Le tribunal de Milan d'experts parmi lesquels le juge qui avait entraîné la chute de Berlusconi n'a pas classé l'affaire officiellement, et doit, au contraire, se prononcer dans quelques jours sur la demande introduite par Farid Bejaoui lequel réclame la présence de Chakib Khelil qui doit, dit-il, être entendu sur les accusations de corruption dont il fait l'objet.

Dans ce contexte, la réponse que doit fournir la justice italienne à ce propos renseignera définitivement sur cette affaire aux dessous opaques. Une affaire qui ne semble aucunement inquiéter les dirigeants algériens, à en croire l'assurance de Saâdani En sait-il davantage sur le sujet ? Se peut-il que son assurance et ses propos (jamais lancés à la légère) reflètent l'existence effective d'une sorte de deal entre les responsables algériens et italiens autour d'une affaire devenue trop encombrante pour l'Algérie et son Président connu pour ses liens d'amitié avec Chakib Khelil ?

Si tel est le cas, les explications données par le secrétaire général du FLN au sujet des raisons du retour de l'ancien ministre prendraient tout leur

sens. Ainsi, il explique à TSA que ce retour répond non seulement à un besoin de réhabilitation « mais il met aussi fin aux menaces non justifiées à l'encontre des cadres honnêtes et propres ». Cette fois, cependant, Saâdani n'identifie pas l'origine des menaces mais suggère clairement que c'est leur retour au pays qui permettra de les absoudre et de les réhabiliter.

En les protégeant des poursuites dont ils font l'objet à l'étranger ? En protégeant l'ancien ministre de l'Energie d'une éventuelle mise en application du mandat d'arrêt international lancé à son encontre et qui ne semble, à ce jour, n'avoir fait l'objet d'aucune annulation ? L'hypothèse fait de plus en plus son chemin chez l'opinion algérienne, exaspérée par ces « coups de force » à répétition.

L'opacité entretenue autour de ce dossier sensible et les méthodes mêmes utilisées par les responsables algériens pour justifier un tel retour non seulement au pays, mais aussi à un poste de responsabilité à présent, laissent inévitablement la voie ouverte à toutes sortes d'interrogations.

Car pour tous, et en l'absence de démonstrations inverses, Chakib Khelil reste justiciable...

A. C.

SOMMET DE L'OPPOSITION ET MEETING DE L'ALLÉGEANCE

Les «verts» plus opposants qu'entristés

De tous les segments de la mouvance «verte» dans le pays qui ont coupé les amarres d'avec le pouvoir en place et s'inscrivent dans l'option d'une transition démocratique, seul un, le parti que dirige Amar Ghoul, a préféré faire fausse route, continuant à adopter la politique de l'entrisme chère à feu Mahfoudh Nahnah.

M. Kebci - Alger (Le Soir)
- Presque tous les partis islamistes et les personnalités de la mouvance émergent, en effet, dans l'opposition et plus particulièrement au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition issue de la première conférence de l'opposition tenue le 10 juin 2014. Que ce soit le MSP, Nahda,

Islah, FJD, FC ou encore le PLJ et le Mouvement de la construction nationale, tous plaident pour une transition démocratique à même de dépasser, selon eux, la crise politique, économique et sociale aiguë à laquelle fait face le pays aux côtés d'autres partis et personnalités de la mouvance démocratique.

C'est ainsi que les Abderezzak Mokri, Filali Ghouini, Mohamed Douibi, Ahmed Dane, Abdallah Djaballah, Mohamed Saïd seront donc, présents, aujourd'hui, au second congrès de l'opposition même si l'un d'eux, Abdelmadjid Ménasra se fera représenter par des dirigeants de son parti, le Front du changement, absent qu'il est du pays ces jours-ci.

L'ancien cadre du MSP et ex-ministre de l'Industrie jouait, ces derniers temps, sur les deux fronts, à savoir avoir un pied par-ci et un autre par-là, avant que l'Icso dont il est membre, n'adopte dans son dernier sommet dans l'optique du congrès

d'aujourd'hui, un code d'éthique abolissant ce double jeu dont raffole la mouvance verte de par le monde.

Ménasra n'a-t-il pas accueilli avec enthousiasme le dernier projet du FLN portant initiative politique nationale pour le progrès dans la cohésion et la stabilité, visant la préservation de l'unité nationale et la stabilité du pays, allant jusqu'à recevoir en son siège Ammar Saâdani ? Ceci au moment où ses pairs de l'Icso ont unanimement décliné l'offre du patron du FLN. Ne reste en rade de cette unanimité verte, que le parti que dirige Amar Ghoul, TAJ. Encore que beaucoup d'analystes et d'observateurs de la scène politique

nationale remettent en cause l'idéologie verte de ce parti créé par le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat au lendemain des dernières élections législatives, l'ex-président de sa maison-mère étant allé jusqu'à le « renier ». Car, à trop vouloir rassembler tout le monde, Ghoul a accouché d'un objet à identité politique non identifiée.

Pour ce qui est des personnalités «vertes», elles s'inscrivent quasi majoritairement dans l'opposition quand certaines d'entre elles ne se sont pas tout simplement résignées et sont rentrées chez elles.

M. K.